



La *Table des groupes de femmes de Montréal* est un regroupement régional qui vise à promouvoir et défendre les intérêts des femmes dans une perspective féministe d'égalité entre les femmes et les hommes dans la région de Montréal. La *Table des groupes de femmes de Montréal* s'appuie sur un membership d'une cinquantaine de groupes locaux de femmes et de comités femmes de groupes communautaires et de syndicats. La pluralité et la multisectorialité du membership constituent une force pour la Table qui puise auprès de ses membres des expériences, des préoccupations et des analyses diversifiées. La Table intervient sur la prise en compte des intérêts et des conditions de vie des femmes plus particulièrement sur les dossiers suivants: le développement régional et la représentation politique des femmes dans les instances décisionnelles; la condition féminine dans les structures municipales; la santé des femmes et leur place dans les instances régionales et locales en santé; la lutte contre la violence faite aux femmes, la discrimination en emploi, principalement pour les femmes doublement discriminées; l'accessibilité des femmes handicapées aux activités de la Table et leur participation à la vie civique.

C'est en fonction de notre mode de gestion féministe et participatif axé sur un pouvoir collectif davantage horizontal que hiérarchique, que la Table des groupes de femmes de Montréal analyse le présent projet de Réforme du droit associatif présenté par la Ministre des Finances, des Services gouvernementaux et responsable de l'Administration gouvernementale, Madame Monique Jérôme-Forget. Nous ne nous prononcerons pas sur tous les éléments de la réforme mais sur ceux que nous considérons comme particulièrement importants à cet égard.

En accord avec le fait qu'il est souhaitable qu'une telle réforme se fasse

D'entrée de jeu, nous sommes d'accord avec le fait de : « maintenir une structure juridique qui a fait ses preuves, soit prévoir des règles relatives au mode de constitution d'une association, à son fonctionnement et à sa dissolution », de « moderniser le droit des associations en prévoyant un régime plus complet que celui que proposait le registraire des entreprises » et d' « accorder davantage de pouvoirs aux membres quant aux décisions fondamentales de leur propre association ». (2.1 Généralités, page 7).

En désaccord avec la diminution du nombre d'administrateurs et d'administratrices nécessaires pour gérer une association ou du nombre de membres pour en constituer une.

Par contre, nous tenons à exprimer notre profond désaccord à la proposition de « permettre à toute association qui le désire d'être gérée par un seul administrateur, sauf si elle recueille des dons (2.2 Comparaisons avec les propositions du registraire des entreprises p. 7) ». La gestion par un seul administrateur ou une seule

administratrice nous apparaît comme en opposition fondamentale avec le fait de se constituer en association et surtout d'accorder davantage de pouvoir aux membres. Nous préférons maintenir le principe actuel d'un minimum de trois administrateurs ou administratrices pour la gestion d'une association. Dans le même ordre d'idée, nous nous opposons à la proposition que « L'association personnalisée étant un groupement, elle comporterait par définition au moins deux membres » (2.4.1 Constitution de l'association p. 8) et nous proposons de maintenir là aussi le principe actuel d'un minimum de trois personnes pour la constitution d'une association. Aussi, pour les mêmes raisons, nous sommes en désaccord avec la proposition « que le conseil d'administration puisse être composé d'un ou de plusieurs administrateurs, comme dans les sociétés par actions (2.3.3 Administrateurs et autres dirigeants p. 10) ».

En désaccord avec un changement de vocabulaire qui ne correspond pas à nos pratiques

La réforme propose des transformations pour certaines appellations courantes et fort utilisées dans nos associations. Ainsi, on propose d'utiliser le terme « règlement intérieur » pour « règlements généraux » (2.3.2 Règlement intérieur et membres, p. 9) et d'ajouter au nom de l'association la mention « A.P. (Association Personnalisée) ou la mention A.P.é. (Association Personnalisée égalitaire) pour désigner les associations où les membres ont des droits et obligations égaux. (2.3.1 Constitution de l'association p. 8 et 9). De tels changements n'apportent rien de plus à notre avis et n'ont jamais constitué une demande de notre part. De plus, nous considérons que les associations qui définissent diverses catégories de membres avec divers droits et obligations, n'en sont pas moins égalitaires pour autant.

En accord avec le fait de donner davantage de pouvoirs aux membres

La réforme élabore diverses propositions à ce sujet que nous allons commenter.

« Le pouvoir d'adopter et de modifier le règlement intérieur relèverait, tout comme présentement, du conseil d'administration, sauf en ce qui concerne les sujets dits « fondamentaux », qui seraient précisés par le nouveau régime. Les modifications adoptées par le conseil devraient être approuvées par les membres de l'association pour demeurer en vigueur. Si une modification n'était pas ainsi approuvée, au plus tard lors de l'assemblée annuelle suivante, le conseil ne pourrait pas, ensuite, adopter et mettre en vigueur une modification semblable sans obtenir préalablement l'approbation des membres ».

- ✓ Nous sommes en accord avec le fait que le conseil d'administration puisse modifier les règlements généraux, les mettre en vigueur à la clôture de sa séance et que l'assemblée générale entérine ou refuse ces changements.

« L'association devrait fournir gratuitement une copie de son règlement intérieur à tout nouveau membre qui le lui demande ». (2.3.1 Règlement intérieur et membres p.9).

- ✓ Nous sommes en accord et nous proposons les ajouts suivants : L'association doit tenir à jour, archiver obligatoirement et rendre accessibles aux membres les documents suivants : les actes constitutifs, les règlements généraux (et non le règlement intérieur) et autres politiques ou règlements de régie interne de l'association; les rapports d'activités, les états financiers annuels; les procès-verbaux de l'assemblée générale.

« Le pouvoir décisionnel sur les sujets fondamentaux relèverait des membres. Ainsi, pour entrer en vigueur, ces décisions fondamentales devraient être prises ou approuvées par les membres, ou par les membres d'une certaine catégorie déterminée dans le règlement intérieur. Entre autres sujets visés, il y aurait l'élection des administrateurs et la modification du but de l'association, comme c'est le cas actuellement. Les nouveaux sujets fondamentaux concerneraient, par exemple, les conditions d'admissibilité des membres et leurs obligations financières ». (2.3.1 Règlement intérieur et membres p.9).

- ✓ Nous sommes en accord avec la proposition dans la mesure où le mot « membre » est remplacé par « assemblée générale », d'autant plus que la loi actuelle ne prévoit rien à ce sujet.

« En principe, les associations pourraient déterminer, dans leur règlement intérieur, l'appui requis relativement aux décisions fondamentales. La loi exigerait toutefois une majorité renforcée (par exemple, les 2/3) relativement aux décisions portant sur les sujets suivants : but de l'association; nom de l'association; siège de l'association; fusion; dissolution; continuation en une autre forme de personne morale ». (2.3.1 Règlement intérieur et membres p. 9).

- ✓ Nous sommes en accord avec cette proposition d'autant plus que la loi actuelle ne prévoit rien à ce sujet.

« Il est proposé qu'un membre ne puisse pas se faire représenter lors d'une assemblée des membres, sous réserve du règlement intérieur de l'association ». (2.3.1 Règlement intérieur et membres p. 10).

- ✓ Nous proposons plutôt d'interdire le vote par procuration donc l'obligation d'être présentE lors d'une rencontre des instances officielles de l'organisme pour exercer son droit de vote.

« Sous réserve du règlement intérieur de l'association, il est proposé qu'aucun quorum ne soit exigé lors d'une assemblée des membres... »

- ✓ Nous sommes d'avis que les règlements généraux doivent prévoir un quorum pour la tenue d'une assemblée générale. Ce quorum serait fixé au nombre de membres présentEs ou au moins, à deux membres.

Un langage inclusif et une rédaction épiciène.